

Mouvement du 20 février, Quels enseignements à tirer pour la gauche marocaine?

Par Ghassan Wail El Karmouni

Journaliste et acteur associatif

Le mouvement du 20 février est le mouvement de contestation qui est apparu au Maroc dans la foulée de ce qui est désormais appelé le «printemps arabe».

Cette modeste contribution, reflète mon strict point de vue. Elle n'est ni exhaustive ni académique. Elle se base en grande partie sur mon expérience de jeune activiste au sein du mouvement du 20 février à Casablanca où j'étais un membre actif entre la mi-février et la fin juillet et dont j'ai suivi les évolutions depuis. Elle se base aussi sur mes observations et mes discussions avec d'autres militant-e-s ou activistes ainsi que sur mes conclusions en tant que citoyen de gauche intéressé à la chose politique et sociale au Maroc.

Les faits et opinions et analyses relatés par rapport aux partis politiques et aux mouvements de gauche se basent sur mon expérience et mes conclusions propres. Ils se basent aussi sur ce que j'ai vécu lors du dernier congrès du Parti Socialiste Unifié ainsi que sur des discussions que j'ai échangé avec plusieurs jeunes militant-e-s de la famille de la gauche au Maroc.

13 mars 2012

Durant plus d'une année la contestation sociale et politique a battu son plein au Maroc. Dans le sillage du printemps des peuples d'Afrique du Nord, plusieurs centaines de milliers de marocain-e-s ont répondu présent à l'appel des «coordinations locales» du mouvement du 20 février. Ce mouvement est né suite au renversement des Présidents Benali en Tunisie et de Moubarak en Egypte. Bien que les préparatifs et les discussions en relation avec ce mouvement aient précédé ces événements majeurs, mais la dynamique régionale n'a finalement pas épargné le Maroc. Et la date de la première manifestation a donné le nom du mouvement.

La genèse

L'idée du mouvement du 20 février est née suite à la répression des premiers sit-in de solidarité avec le peuple égyptien en lutte pour la démocratie. Plusieurs jeunes, militants et activistes, se sont alors rassemblés, et ont décidé de proposer un premier appel à manifester pour plus de démocratie et d'égalité au Maroc. Différentes dynamiques de débats se sont alors créées, essentiellement, sur internet, mais aussi dans les locaux d'associations de droits humains¹, et de partis de gauches² afin de se mettre d'accord sur les revendications et les modes organisationnels.

Une plateforme revendicative est finalement diffusée sur les réseaux sociaux, suivie d'un appel à manifester plus court et moins explicite, ainsi qu'un clip vidéo de mobilisation largement visionné sur Youtube et partagé via Facebook. Différentes coordinations locales dans plusieurs villes et villages voient le jour, et le rendez vous à manifester est donné pour le 20 février. Ce jour là 53 villes et villages marocains ont connu des manifestations. A la surprise générale, l'appel lancé via les réseaux sociaux est crédible et entendu. Les gens y répondent en descendant dans la rue. Des manifestations qui vont parfois tourner à l'émeute populaire, notamment à Sefrou³, Al Hoceima⁴, Marrakech⁵ etc.

Depuis, les manifestations, en très grande majorité pacifiques, n'ont jamais cessé et chaque semaine plusieurs sit-in ou manifestations sont observés dans de nombreuses régions du Maroc. Des sit-in et manifestations qui, s'ils sont cumulés depuis le 20 février 2011, sont, selon plusieurs observateurs, les plus larges et les mieux organisés de ce qui est communément appelé le «printemps arabe⁶», de par leur fréquence et leur extension géographique qui touche une très grande partie du territoire marocain.

Durant cette année donc, ce sont plusieurs centaines de milliers de personnes dans plus de 140 villes et villages qui sont sortis manifester leur indignation dans la rue sous la bannière du mouvement du 20 février (M20). Depuis le début du mouvement certains villes et villages ont gardé la tradition de manifester hebdomadairement, d'autres tous les mois.

¹ Essentiellement l'Association Marocaine des Droits Humains AMDH

² Parti de l'avant-garde démocratique socialiste (PADS) et Parti Socialiste Unifié (PSU)

³ Petite ville marginalisée à côté de Fès qui a connu le décès du jeune Karim Chaïb, un jeune ouvrier dans le bâtiment de 19ans, sous la matraque de la police, en pleine rue.

⁴ Ville côtière dans le nord du Maroc et ancien fief de la résistance à l'occupation espagnole. Cinq corps de jeunes sont retrouvés carbonisés dans une banque qui a été brûlée durant l'émeute. Les autorités ont refusé d'ouvrir une enquête impartiale. La police a soutenu la thèse que c'étaient des jeunes casseurs qui ont voulu dévaliser la banque bien que plusieurs témoignages affirment le contraire.

⁵ Vitrine touristique du Maroc où la manifestation a rencontré des supporters de football sur son parcours. C'est aussi une ville étudiante très dynamique connu pour un activisme syndical étudiant particulièrement radical. Plusieurs arrestations vont être enregistrées donnant lieu à des procès expéditifs avec des condamnations à plusieurs années de prisons.

⁶ Du fait de la diversité de ses composantes, la dénomination «printemps démocratique» ou «printemps des peuples» commence à faire son chemin au lieu de «printemps arabe». Cette dénomination restrictive tend à uniformiser tous les peuples de la région sous la seule dénomination liée à une langue qui n'est finalement parlée que dans les médias officiels et dans certaines administrations alors que la majorité utilise les dialectes locaux ou l'amazigh qui est une langue très répandue au Maroc, en Algérie, dans une moindre mesure en Tunisie et en Lybie.

Les revendications

Mais le mouvement n'est pas une organisation propre, c'est un label. C'est un ensemble de groupes locaux rassemblés autour d'un nom: «le Mouvement du 20 Février» et de ses revendications dont voici un résumé des principales:

- La dissolution du parlement et la destitution du gouvernement ainsi que la mise en place d'un gouvernement de transition chargée d'initier les revendications du mouvement du 20 février
- La mise en place d'une constitution démocratique garantissant un système monarchique parlementaire où le roi règne mais ne gouverne pas;
- Une justice indépendante et plus généralement la séparation des pouvoirs;
- Le jugement de tous ceux qui sont impliqué-e-s dans le pillage, la gabegie et la dilapidation des richesses du pays;
- La reconnaissance de la langue amazighe comme langue officielle à l'instar de la langue arabe, ainsi que la reconnaissance des spécificités de l'identité marocaine dans ses éléments constitutifs essentiels: linguistiques, culturels et historiques;
- La libération de tous les prisonnier-e-s politiques et d'opinion ainsi que la traduction devant la justice de tous les responsables des arrestations arbitraires, des « disparitions », des tortures et des répressions sauvages.

Il s'agit là, selon les documents du mouvement, des conditions nécessaires pour que le peuple marocain accède à une véritable démocratie et citoyenneté afin de devenir seul maître de son destin et puisse:

- Assurer une vie digne à tous et toutes en luttant contre la vie chère. Et en augmentant les salaires et le Salaire Minimum;
- Assurer l'accès des plus pauvres à des services publics dignes et doter ces derniers des moyens leur permettant de remplir leurs missions;
- Assurer l'emploi de tous les diplômés chômeurs.

Ces revendications sont, in fine, un concentré de revendications portées depuis le mouvement de libération nationale (essentiellement les mouvements et organisations de gauche) depuis l'indépendance (démocratie, séparation des pouvoirs) en plus des revendications apparues à partir des années 80 avec les plans d'ajustements structurels et des organisations de droits humains. On retrouve aussi des revendications émanant des nouveaux mouvements sociaux apparus à partir des années 1990 (droits au travail) et des coordinations de lutte contre la cherté de la vie et la dégradations des services sociaux de bases apparue dans la deuxième moitié des années 2000. Toutefois, les principaux mots d'ordres se résument, comme dans les slogans du printemps des peuples: liberté, dignité et justice sociale.

L'organisation

L'unanimité, de ceux qui participent au mouvement, autour de ces revendications a balayé, en façade⁷, les clivages politiques, idéologiques, sociaux, ethniques et culturels. Le mouvement a aussi permis une organisation atypique sans aucune coordination centrale ni leadership national. L'absence de leadership et de coordinations nationales est compensée par des

⁷ Les confrontations idéologiques et politiques ont bien existé au sein des Assemblée Générale des coordinations qui ont même engendré au début du mouvement, dans certaines villes, des manifestations séparées entre gauchistes et islamistes. Mais en général les confrontations étaient à l'intérieur des AG et la perception du mouvement de l'extérieur laissait paraître l'unité autour des revendications. Une situation qui va durer jusqu'à ce que le mouvement Adl Wal Ihssan (islamiste) décide d'annoncer son retrait du M20 le 18 décembre 2011 en ne laissant dans la majorité des coordinations du M20 que la gauche et les «indépendants».

actions de proximité et une très forte organisation locale des différents groupes sociaux et politiques marginalisés par le pouvoir central et ayant plus ou moins une conscience politique et un intérêt dans le changement.

Que ce soit les mouvements et partis de gauche, d'extrême gauche, les groupes islamistes interdits, les mouvements sociaux et contestataires d'avant le M20, les associations de proximité, des citoyens... se rassemblent, décident leurs actions communes et appellent leurs concitoyens à les suivre.

Ainsi les militant-e-s et activistes de chaque ville et village qui ont décidé de participer aux manifestations ont mis en place, ce qui est appelé, des «coordinations locales». Ces coordinations sont des organisations souples et horizontales. Elles se réunissent sous forme d'assemblées générales (AG) mensuelles, bimensuelles ou hebdomadaires pour évaluer les actions précédentes et décider des actions à suivre.

L'accès et la participation aux AG est libre et chacun a, théoriquement, le droit à la prise de parole et de décision⁸. Les décisions sont souvent prises à l'unanimité selon la méthode de «la tendance générale», où c'est l'idée qui a été la plus partagée qui est adoptée. Les décisions sont aussi parfois prises grâce au vote⁹. Les AG sont organisées, selon les régions, dans des locaux de l'AMDH, du PSU, du PADS ou de la centrale syndicale Confédération Démocratique du Travail CDT.

Si en principe l'appartenance au M20 se fait sur une base individuelle, sans appartenance à aucune tendance politique, dans les faits, plusieurs tendances politiques, sont présentes au sein de coordinations, notamment des militants de la gauche et les islamistes¹⁰. Des représentants du mouvement culturel Amazigh¹¹, des mouvements pour les Droits économiques et sociaux (droit au travail, au logement, lutte contre la cherté des prix notamment de l'eau et de l'électricité...) des syndicalistes (Union Marocaine des Travailleurs UMT, CDT et Organisation Démocratique du Travail ODT) ont aussi participé aux AG et/ou aux manifestations du M20. Le mouvement islamiste Adl Wal Ihssan interdit mais toléré ainsi que les organisations de défense des prisonniers islamistes salafistes accusés de terrorisme font parties de coordinations locales¹².

La gauche fortement mobilisée...

⁸ Certaines coordinations ont décidé de donner le droit de participer aux décisions uniquement aux militant-e-s et activistes qui participent aux actions de mobilisations sur le terrain (distribution de tracts, appels à manifester...).

⁹ Le recours au vote survient quand il n'y a pas d'unanimité autour d'une question ou que les positions sont trop éloignées pour prendre une décision consensuelle.

¹⁰ Vu que l'appartenance au M20 se fait sur une base individuelle un Conseil National d'Appui au M20 s'est constitué à la capitale Rabat où sont représentées les différentes organisations politiques, syndicales et de la société civile qui souhaitent apporter leurs soutient au M20. Il était, au début de sa création, composé d'une centaine d'organisations, mais est, en fait, dominé par des militants de la Voie Démocratique et du Parti Socialiste Unifié. Toutefois ce conseil est tellement loin du terrain (il est venu avec une approche top-down) et s'est tellement embourbé dans ses conflits internes (ses organes de décisions sont quasi-bloqués) que son rôle reste très marginal et travaille essentiellement sur des aspects de communication et avec la coordination locale de Rabat (financement de militants et de certaines activités).

¹¹ Mouvement composé d'associations culturelles ou politiques défendant le droit à la reconnaissance de la composante culturelle et ethnique amazigh dans la vie politique, médiatique et culturelle du Maroc. Ce genre de composante existe aussi en Algérie (notamment en Kabylie) en Lybie en Tunisie, mais aussi au nord du Mali et du Niger ... (à travers les Touareg)

¹² Avant qu'elles ne se retirent entièrement ou partiellement après la montée d'un gouvernement à dominante islamiste après l'élection de novembre 2011

Les tendances de gauche sont représentées au sein du M20 par le PSU¹³ (socialiste/social démocrate), la Voie Démocratique¹⁴ (Marxiste-léniniste), le PADS¹⁵ (socialiste à forte connotation panarabe), mais aussi le Congrès National Ittihadi¹⁶ (social démocrate dominé par les syndicalistes de la CDT), ATTAC/CADTM Maroc (association à majorité trotskyste non reconnue légalement mais tolérée au Maroc), des groupuscules de gauche Maoïstes et parfois libertaires ou altermondialistes... Des représentants de la jeunesse de l'Union Socialiste des Forces Populaires USFP¹⁷ (Social-démocrate/social-libéral/nationaliste) réuni sous la nomination «les USFPist du 20 février» participent parfois aux AG et aux manifestations bien que le parti lui-même n'a pas annoncé son soutien. On remarque par contre la faiblesse de l'implication des syndicats (ouvriers ou étudiants) en tant que structures¹⁸.

En plus des jeunes issus des partis politiques, l'importance du rôle des jeunes issus du monde associatif ou activistes indépendant-e-s (souvent ayant des affinité de gauche) à s'imposer et contre balancer certaines décisions importantes dictées par les militant-e-s appartenant à des courants politiques ou encore à créer des espaces de débat parallèles est à relever. De même leur très fort attachement à la démocratie interne, directe, et horizontal est à souligner. Malgré ce que cela comporte en lourdeur, incohérences et parfois populisme dans la prise de décision. Ils ont aussi, pour beaucoup, démontré une capacité organisationnelle pratique et propositionnelle très importante ce qui leur a permis de gagner une légitimité particulière au sein des coordinations, mais plus «techniciste» et moins politique.

D'autre part, l'implication féminine était non négligeable dans les manifestations mais avec une faiblesse dans le cadre de la prise de décision. Cette situation peut être reliée à l'absence du M20 de la quasi-totalité des organisations féminines qui depuis le début des années 2000 ont adopté la stratégie de se spécialiser dans le travail avec les institutions sur les questions reliées spécifiquement aux droits des femmes (notamment l'intégration dans le jeu politique) et se désintéresser progressivement des autres combats pour la démocratie d'une manière plus large. Les conditions des réunions et des AG du M20 (qui duraient parfois très tard la nuit) décourageaient aussi beaucoup de jeunes femmes à y participer.

Le rôle des organisations de gauche est assez ambigu. Certains partis comme le PSU, le PADS ou la Voie Démocratique (VD) ont pu gagner de la visibilité grâce à leur implication dans le M20 en mettant à sa disponibilité leurs locaux et quelques uns de leurs militants. Ils ont aussi adopté les revendications du mouvement dans leurs actions et leurs discours politiques. Cette stratégie tend à leur faire gagner une nouvelle légitimité à moindre coût, sans

¹³ Parti héritier de la «nouvelle gauche», la gauche radicale marocaine des années 1960-1970 et issu (à partir des années 2000) d'une expérience unitaire rassemblant cinq tendances de gauche. Il est le plus grand parti représenté au sein du M20 qu'il soutient clairement et massivement dans sa ligne politique. Il décide le boycott du référendum et des élections de 2011.

¹⁴ Se proclame comme la continuation du Mouvement marxiste-léniniste marocain (MMLM) et notamment de sa principale composante, l'organisation Ila Al Amame (En avant), qui militait clandestinement au début des années 1970. Il boycotte systématiquement toutes les élections. Il est représenté au sein de l'UMT et la CDT ainsi que dans l'AMDH qu'il domine quasiment après le retrait du PSU et du PADS lors de son dernier congrès.

¹⁵ Se réclamant de la gauche radical, ce parti est né d'une scission de l'aile gauche de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) en 1984. Il a boycotté toutes les élections jusqu'en 2007. Il va boycotter le référendum et les élections de 2011.

¹⁶ Parti issu d'une scission avec USFP en 2001 qui va boycotter le référendum proposé par le roi en 2011 mais va participer aux élections législatives de novembre de la même année sans gagner aucun siège.

¹⁷ Né en 1975 d'une scission avec l'Union nationale des forces populaires (UNFP). Lui-même né d'une scission de la tendance de gauche du parti de l'Istiqlal (indépendance). Après qu'il ait été depuis sa constitution le premier parti de gauche et d'opposition, il va diriger le gouvernement de transition «consensuelle» de 1998 (après un accord avec le roi Hassan II et la réforme constitutionnelle de 1997). Il fera durant 13 ans parti des gouvernements qui vont suivre. Il décide de ne pas participer au gouvernement de 2011 dirigé par les islamistes.

¹⁸ Faiblesse de mobilisation de leurs bases pour les manifestations. Refus de sortir dans une marche unitaire lors du 1^{er} mai 2011 avec le M20. ... Les syndicats sont fortement contrôlés par des bureaucraties syndicales très fortes et parfois non partisans. Ils négocient leurs grandes revendications (hausse salariale, libertés syndicales...) directement avec l'Etat et le patronat dans le cadre des rounds de «dialogue social» selon la règle des organisations les plus représentatives.

pour autant pouvoir proposer des programmes ni des réponses politiques et sociales en phase avec le contexte.

...mais à faible influence

L'échec des organisations de gauche dans l'encadrement des masses et dans la vulgarisation des mécanismes institutionnels et les éléments économiques, politiques et sociologiques qui ont conduit le pays à la crise est particulièrement flagrant. Les organisations de gauche ont aussi, de par leurs faiblesses propres (au niveau du discours et de la pratique) et de par la structuration des coordinations, (en tant que mouvement de contestation avec un leadership éclaté et aux composantes hétérogènes), n'ont pas pu influencer directement sur les décisions du mouvement¹⁹. Ils étaient souvent dans un rôle de soutien logistique et de suivisme plutôt que dans la proposition et l'action.

Mais leur plus grand échec reste la faiblesse de leur influence dans l'encadrement des jeunes du M20, qui pour beaucoup sont en manque d'encadrement. Ce qui a fait que les contestations sont vécues par ces jeunes comme étant «spontanées» sans objectifs clairs ni vision politique et sociétale prédéfinies. Finalement, au-delà de leur discours et de leur apport logistique, le principal apport politique des organisations de gauche a été d'essayer de canaliser la contestation selon leurs agendas propres en composant avec les autres tendances²⁰, sans pour autant permettre un renforcement de la capacité analytique et politique des jeunes en présence. Pire, avec l'application de leurs modèles et cultures organisationnelles, et leur discours, souvent imperméable dans un contexte de diversité, a fait fuir une grande partie des jeunes dits «indépendants²¹» sans pour autant pouvoir les capter massivement dans les organisations de gauche. La présence des cultures organisationnelles partisans «classiques» a aussi énormément influé sur la faiblesse des aspects liés aux arts et à la culture et finalement a contribué à l'appauvrissement des registres d'actions contestataires.

L'autre élément phare à relever est la faiblesse relative des connaissances aussi bien de la part des jeunes «partisans» (même de gauche) ou des jeunes associatifs encore moins des jeunes «indépendants» des dynamiques des mouvements sociaux ou des mouvements contestataires de part le monde. Les débats se focalisaient en général sur les modèles insurrectionnels observés en Tunisie ou en Egypte (souvent selon la vision colportée par Aljazeera ou en suivant l'évolution des événements via les réseaux sociaux). On relève aussi une faiblesse de la mise en perspective du rôle qu'ont joué les syndicats (à Suez et Mahala par exemple en Egypte, le rôle déterminant des syndicats des avocats, des étudiants et des enseignants en Tunisie) et des mouvements sociaux avant 2011 (mouvement kifaya en Egypte en 2005, événement du bassin minier de Gafsa en Tunisie en 2008...).

Une transition dominée par l'agenda du régime

La réponse du régime a été rapide. Surpris par l'étendu géographique du mouvement et le niveau de suivi de l'appel à manifester, le régime a tout de suite présenté des concessions, ou du moins, a donné l'impression de faire des concessions. Le Conseil Economique et Social a été nommé, alors que sa loi organique trainait depuis plusieurs mois. La transformation du Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH) en un Conseil national (CNDH) doté de

¹⁹ Surtout face à une présence structurée et unifié des positions des composantes islamistes du mouvement.

²⁰ Même les islamistes avec qui une alliance (gauche/islamiste) contre nature va se mettre en place.

²¹ Activistes indépendants non partisan et/ou issu du monde associatif ou des mouvements sociaux.

compétences en théorie renforcées²², et d'une plus grande capacité d'intervention dans la vie publique. Une augmentation générale du salaire minimum a été accordée aux syndicats ainsi qu'une revalorisation des pensions de retraites. Une centaine de détenus politiques ont été graciés.

Le roi Mohammed VI a aussi proposé une révision constitutionnelle dès le 9 mars. Dans son discours, aucune mention n'a été faite au mouvement de contestation bien qu'en réalité celui-ci répondait à une grande partie des revendications du M20. Des revendications qui réduisaient en elle un ensemble de revendications mise sur la table par l'opposition de gauche et les divers mouvements associatifs et sociaux depuis plusieurs années.

Ainsi, dans son discours, le roi faisait siennes les recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation, qui avaient été mise de coté depuis leur publication en 2005, telles que la séparation des pouvoirs et de l'État de droit. Il reconnaissait la pluralité culturelle et linguistique du Maroc en proposant de reconnaître non seulement l'Amazigh comme deuxième langue officielle mais parlait d'identité marocaine multiple en reconnaissant l'apport de la culture judaïque, sahraoui, africaine et andalouse au lieu de la seule référence à la culture arabe. Il promettait d'élargir les pouvoirs du Premier ministre et du Parlement et l'instauration d'un Chef du Gouvernement. Il proposait l'instauration d'une démocratie régionale, fondée sur des parlements élus au suffrage direct. Il parlait de convertir la justice en un pouvoir indépendant, alors que celle-ci était définie auparavant comme une simple «autorité judiciaire». Il proposait la constitutionnalisation de l'égalité complète des droits entre hommes et femmes. Enfin, il proposait de constitutionnaliser un Conseil de gouvernement dont le mandat était limité jusqu'alors à la simple gestion des affaires courantes, sans aucune capacité de décision.

Une commission consultative « technique » a été nommée par le roi pour mener la révision constitutionnelle. A la tête de celle-ci, a été placé un constitutionnaliste, ancien professeur du roi. Plusieurs personnalités du monde universitaire et de la vie politique et associative marocaine, ainsi que des personnalités liées à la défense des droits humains ont fait parti de cette commission.

En parallèle, le roi a nommé son conseiller politique, à la tête d'une commission «de coordination politique» qui se réunissaient avec les représentants des partis politiques et des syndicats pour discuter et valider les propositions de réformes de la «commission techniques».

Les réactions des mouvements et organisations de gauche, face aux propositions faites, étaient assez diverses. Le M20 a clairement boycotté l'instance consultative technique²³ qu'il considérait comme non démocratique et non représentative. La VD a, comme à son habitude, refusé de participer à toutes initiatives du pouvoir. Le PSU, le PADS et le CNI et la CDT ont répondu à la commission technique et proposé des mémorandums de réforme constitutionnelle, mais ils se sont retirés, de l'instance de coordination politique proposée par le roi et annoncé leur boycott du référendum.

L'USFP, malgré un débat interne très vif a participé à toutes les commissions et a présenté ses propositions et fait campagne pour le OUI au référendum.

²² Lors de plusieurs événements (émeutes à Al Hoceima, à Sefrou...) ou l'arrestation du rappeur Mouad Belghouat (alias Ihaqed) ou du journaliste Rachid Nini, le CNDH n'a pas réagi. Lors des émeutes dans le bassin minier de Khouribga, le Conseil a promis une enquête qu'il n'a pas encore publiée.

²³ Plusieurs jeunes, membres influent-e-s, du M20 ont été contacté-e-s personnellement sur leurs téléphones portables ou sur leurs emails, pour venir proposer des mémorandums en vue de la révision de la constitution et exposer leur point de vue à la commission.

Le texte constitutionnel finalement validé²⁴, est passé de 108 à 180 articles. Il contient beaucoup de rhétorique et de déclarations de principes comme l'égalité homme/femmes ou la primauté des conventions internationales ratifiées par le Maroc sur le droit interne du pays ou la condamnation de la torture... Mais toutes les mesures annonçant des avancées majeures notamment en termes de droits et libertés sont annulées ou nuancées par des formules faisant référence à l'identité musulmane, ou le respect des lois religieuses ou des lois organiques à venir... Le texte nécessitera donc un long moment²⁵ pour le mettre en œuvre et une lecture positive et progressiste pour que les droits énoncés deviennent une réalité.

En outre, le noyau dur de la constitution demeure quasiment intact. En effet, toute l'architecture politique marocaine continue de s'articuler autour de la figure centrale du roi, qui règne et gouverne. Il dirige le conseil des ministres, contrôle les instances religieuses²⁶, surveille de près les processus politiques (grâce à son cabinet et sa possibilité de nommer dans les postes stratégiques), il préside le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, il est le chef suprême des armées, et préside le conseil supérieur de la sécurité qu'il a créé... Exit donc le principe de séparation des pouvoirs et exit aussi le principe d'«accountability» qui constitue le fondement de la démocratie et qui était l'une des revendications phares du mouvement de contestation dans la rue.

Quatre mois après le référendum, des élections législatives ont été organisées et ont vu la victoire du Parti Justice et Développement PJD (islamiste/conservateur 107 sièges sur 395) qui ont été chargés par le roi de constituer leur gouvernement. Ils s'allient avec: le Parti de l'Istiqlal PI (conservateur/ nationaliste avec 60 sièges), le Mouvement Populaire MP (droite populiste avec 32 sièges), le Parti du Progrès et du Socialisme PPS (ex parti communiste marocain 18 sièges). L'USFP (39 sièges) a refusé de participer au gouvernement, suite à la pression de ses bases, mais aussi à son usure et la perte de sa crédibilité après 13 ans au gouvernement.

La gauche désunie...

Le M20 avait appelé au boycott des élections. Le PSU, le PADS et la VD, ainsi que ATTAC-CADTM Maroc ont fait de même. Le CNI allié du PSU et du PADS dans le cadre de l'Alliance de la gauche démocratique²⁷, a décidé de participer.

Pourtant en janvier 2011 à la veille du M20 ces partis avaient décidé de renforcer leurs actions communes en annonçant: *«leur ferme volonté de hisser à un niveau supérieur l'action commune entre ses composantes et de s'ouvrir sur tous les démocrates et acteurs de gauche»* et que *«Cette initiative vise la reconstruction d'un pôle de gauche démocratique militant et d'opposition, capable d'agir en faveur du choix démocratique et de répondre aux aspirations du peuple marocain en termes de démocratie, de liberté, de développement, de justice sociale et de bien-être.»*

²⁴ Après une campagne médiatique pour le oui jamais vue au par avant, où ont été mis à contribution non seulement les moyens et administrations publics, mais aussi les mosquées, les confréries religieuses, les citoyens payés pour traquer et maltraiter les partisans du boycott...où le vote par le OUI était considéré comme un vote pour le roi, le texte proposé a été voté le 1^{er} juillet 2011. Officiellement approuvé par 98.5% des voix exprimés lors du référendum avec 73.4% de participation. Mais ce qui n'a pas été annoncé, est que le taux de participation ne représente que 45 % des personnes en âge de voter. Le Maroc compte, en effet, plus de 21 millions de personnes majeures en âge de voter. Seuls 13 millions sont inscrits sur les listes électorales.

²⁵ Une législature de 5 ans selon le texte constitutionnel

²⁶ Notamment un conseil de la Fatwa (loi religieuse) que le roi préside et qui bloque donc toute proposition réforme du champ religieux par les partis ou la société civile.

²⁷ C'est un cartel électoral de trois partis politiques, le PSU/PADS/CNI mis en place pour les élections législatives de 2007 avec des listes communes sur 75% des circonscriptions électorales. Lors des élections de 2007 ils ont réussi à avoir 6 sièges.

La participation du CNI aux élections à contre courant des deux autres partis, mais aussi la participation du Parti Progrès et du Socialisme PPS à un gouvernement de droite conservateur est symptomatique de l'éclatement de la gauche marocaine et son incapacité à se rassembler autour d'une vision commune et de projets en commun. Une incapacité en relation avec son histoire et de ses leaders. Mais aussi liées à la sclérose de ces organisations et leur non remise en cause depuis plusieurs années.

L'opportunité du mouvement du 20 février était, à mon sens, une occasion rêvée pour ces partis et mouvements de se rapprocher d'avantage de leur base sociale naturelle ou du moins à travailler sur leur identité, leur discours et leurs priorités, de renforcer leurs structures par de nouveaux militants.

... et sclérosée

Si le dernier congrès du PSU en décembre 2011 a permis d'entrevoir une ouverture du parti de gauche vers les militant-e-s et activistes issu du M20 en leur permettant de se présenter en tant que congressistes et d'intégrer les organes du parti, il a aussi montré les limites des partis de gauches à se régénérer. Cela était clair à travers les procédures adoptées pour intégrer ces nouvelles recrues²⁸ mais aussi à travers le discours et les pratiques accompagnants cette démarche²⁹. Ainsi, bien que se considérant comme une partie intégrante du mouvement, le PSU semble n'avoir pas encore pu intégrer profondément le genre de mutations qu'implique son engagement au sein du M20 en terme organisationnel ni en terme de structures d'accueils, de discours et d'encadrement.

En effet, ce parti n'a pas prévu de mettre en place, en parallèle de son «ouverture», une stratégie d'accueil ni de gestion du changement à l'intérieur de l'organisation. Ce qui fait, que paradoxalement, nombre de ces nouvelles potentialités se sont retrouvées perdues sinon exclues d'un parti qui leur a ouvert ses portes. Et finalement, malgré la volonté affichée de l'organisation d'ouverture, elle n'a pas encore su tirer profit de ses nouveaux militants pour se régénérer et s'adapter à la nouvelle donne politique, sociale et générationnelle.

La situation décrite pour le PSU peut être facilement transposée à d'autres organisations de gauche ayant participé à la dynamique du M20 et à la dynamique sociale et politique qui l'a précédée et permise. Pire, au lieu de les renforcer, celle-ci les a vidés puisqu'ils en sont sorti plus faibles. Par contre, plusieurs années de travail de terrain ont été intelligemment et opportunément capitalisées par les islamistes du PJD qui ont repris les slogans du M20 (contre la corruption et le népotisme) et bénéficiés des acquis réalisés par les mouvements de démocratiques et de gauche durant ces 20 dernières années (lutte pour la démocratie, la citoyenneté, l'égalité...) pour réaliser un score important (27% des sièges) lors des élections³⁰.

Face au boycott de la majorité des mouvements de gauche qui ont participé à la contestation et surtout devant la faiblesse, sinon, l'absence d'offre politique crédible et concrète, en cette

²⁸ Un-e congressiste pour chaque dix nouvelles recrues après le 20 février 2011 dans chaque section du parti. Finalement seuls une dizaine de jeunes ont pu être élu-e-s dans le Conseil National et aucun-e n'a pu accéder au Bureau politique.

²⁹ Maintien du discours paternaliste et «jeunisme», sans pour autant mettre en place des mesures à même de permettre un vrai débat politique où les nouvelles recrues auraient leur mot à dire à l'intérieur du congrès ou dans les structures du parti. Au contraire, certains anciens du parti, ont livré une rude bataille contre les nouveaux venant en essayant au maximum de les contenir, de contre carré leurs initiatives et même parfois les discréditer.

³⁰ Même si d'autres facteurs rentrent en jeu sur le succès électoral du PJD, mais concrètement le parti a doublé le nombre de ses voix entre 2007 et 2011.

période de transition, ainsi qu'une très faible participation³¹, les islamistes étaient en terrain conquis d'avance. Finalement la campagne pour le boycott d'une grande partie des partis de gauche, n'a pas été l'occasion de renouveler les termes du débat politique et sociétal les affaiblissant encore d'avantage. Et affaiblissant par ricochet le M20 qui s'est, depuis, de plus en plus essoufflé, banalisé et dans certaines régions radicalisé.

En contre partie, le régime a pu, lui, rétablir sa légitimité à travers sa réactivité qui a pris de court les autres acteurs. Il a imposé son rythme et son agenda plus ou moins facilement et les tentatives de les contrarier étaient soit durement réprimées soit ignorées ou traitées de «nihilistes» et de «irresponsables». Ses réformes ont été largement saluées à l'échelle internationale, bien qu'elles soient de façade. Et le Maroc a pu s'ériger en model des transitions dans la région.

En permettant au PJD de constituer un gouvernement et en renforçant quelque peu ses prérogatives, la monarchie a créé un rempart à la contestation qui a commencé à se mettre en branle contre ses politiques. Elle a aussi permis à ses élites traditionnelles de se refaire une virginité politique en passant pour la première fois à l'opposition et d'user à la gestion de la chose publique ses concurrents les plus farouches.

Le régime le dos au mur

Pourtant, même si le régime a su répondre rapidement à la contestation sociale et politique, la situation n'est pas stabilisée pour autant. Preuve en est les émeutes en cours depuis près d'un mois³² dans la région nord du pays et certaines régions du sud³³. Et le pire reste à venir, puisque le Maroc est officiellement entré en crise économique depuis cette année. Ainsi, à la veille de l'anniversaire du M20 les responsables gouvernementaux ont finalement reconnu que le déficit budgétaire a dépassé le seuil symbolique des 6%. Et le coût pour l'économie marocaine de la crise européenne et mondiale commence à être sérieusement ressenti.

Après une croissance de 4% en 2011 plusieurs économistes tablent sur une croissance de 2.5% en 2012 soit près de la moitié de ce que prévoit le gouvernement. Et si on prend en compte les simulations qui sont réalisées par plusieurs experts et qui parlent d'une nécessité d'une croissance annuelle moyenne de 7,5% minimum pour pouvoir maintenir les équilibres globaux et répondre à l'évolution des besoins de la population à l'horizon 2015, la situation pour les années 2012 et 2013 est plus que préoccupante.

Car la déprime de l'économie européenne impactera directement les agrégats économique marocains puisque 60% de ses exportations vont vers l'Europe et plus de 84% des principales rentrées touristiques ont la même source. De même près de 70% des Investissements directs étrangers sont d'origines françaises et espagnoles... De plus au vu de la faiblesse attendu de la

³¹ Lors des élections du 25 novembre 2011, les citoyens marocains en âge de voter (soit près de 22 millions de personnes) se sont divisés en trois grands groupes. Un peu plus du tiers (38 %) des électeurs ne s'est pas inscrit sur les listes électorales et n'a donc pas pu participer au scrutin. Un autre tiers (34 %) s'est inscrit mais ne s'est pas rendu aux urnes. Enfin, un peu moins du tiers des électeurs (28 %) sont allés voter, mais deux personnes sur dix ont voté blanc ou nul. Ce chiffre relativise la portée de la victoire du parti islamiste PJD, qui n'a obtenu que 5 % des voix des citoyens en âge de voter. (Bernabé López García; Le Maroc et le printemps arabe dans un monde en plein changement; éd. 11 Papers IEMed; mars 2012)

³² Après la répression d'émeutes urbaines à Taza, d'autres ont éclaté dans la région de Hoceima et de Nador.

³³ Marrakech et Agadir ont connu des manifestations respectivement contre la cherté des factures d'eau et d'électricité et pour le droit au logement durement réprimées par les forces de l'ordre.

saison agricole³⁴ 2011-2012 l'optimisme ambiant semble se déprimer progressivement par rapport aux perspectives de l'économie marocaine.

Une situation pas du tout confortable, donc, pour le nouveau gouvernement qui tablait dans sa déclaration gouvernementale sur la baisse du déficit budgétaire à 3% à l'horizon 2016 mais aussi de la baisse du chômage à 8% et d'une croissance de 5.5% en moyenne. Des chiffres qui paraissent aujourd'hui irréalistes et irréalisable même s'ils restent modestes. Et avec la situation politique qu'a créé le M20 et les attentes des populations, bercées par l'illusion que le nouveau gouvernement va régler leur problèmes, va sans aucun doute raviver la tension sociale et politique.

Sans tomber dans l'alarmisme, des scénarii de crise sociale et politique graves ne sont pas à écarter. De plus la faiblesse décrite des forces de l'opposition organisées et crédibles, fait planer le spectre de l'augmentation des violences aussi bien du niveau de la contestation que de la répression. En mettant tout son poids dans des réformes de façade la monarchie a, en quelque sorte, limitée ses options. Aujourd'hui, le coût financier et politique de la paix social est beaucoup plus élevé qu'il y a une année. Et les options sont beaucoup plus restreintes.

En poussant le PJD en avant³⁵, le régime a joué une de ses dernières cartes politiques. Au cas où l'expérience du gouvernement islamiste échoue, sous la pression politique, économique et sociale, le pouvoir devra surement présenter d'autres concessions ou intensifier la violence. Or les concession qu'est prêt à présenter le régime ont déjà été en grande partie accordées. Et c'est là où réside le grand risque! Celui de voir, beaucoup plus de gens, désabusés par la dynamique politique, prêts à se radicaliser, en l'absence d'une offre politique crédible à même d'apporter des solutions économiques, sociales et politiques immédiate à leurs attentes.

³⁴ Les régions rurales fixent plus de 40% de la population marocaine. Et les années de sécheresse sont souvent synonymes de morosité économiques et de grogne sociale.

³⁵ Le dernier grand parti politique qui n'a pas participé à une expérience gouvernementale et qui maintien donc une virginité politique et plus ou moins de crédibilité chez les gens.